



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Pétrole

Le prix du baril franchit le seuil des 80 dollars
Ce lundi, le baril de Brent a franchi le seuil symbolique des 80 dollars. Et la régionalisation du conflit opposant Israël au Hamas pourrait pousser le prix du baril ... • (Page 08)

Chevron

La major pétrolière vend 6,5 milliards d'actifs au Canada
Le groupe américain de pétrole et de gaz Chevron a cédé pour 6,5 milliards de dollars plusieurs actifs dans l'Est du ... • (Page 08)

Amélioration du climat des affaires

Le Togo s'illustre dans le premier rapport B-READY

• (Page 03)

Mobile money

L'ARCEP prend acte de la suppression des frais de dépôt sur T-Money

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) confirme la suppression des ... • (Page 02)

Afrique de l'Ouest

Des experts à Lomé pour l'adoption du protocole sur le Littoral

Le 10 octobre 2024, à Lomé, la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) organise une réunion des ... • (Pages 05)

Conférence

Cotonou, capitale mondiale du coton

Le Bénin accueille ce 7 octobre, l'édition 2024 de la Journée mondiale du coton (JMC). Ce rendez-vous annuel instauré depuis 2019 se tient pour la première fois en terre africaine ... • (Page 06)



8ème Forum African Business & Social Responsibility

• (Page 04)

Dr Edoh Kossi Amenounve désigné « Ambassadeur de l'année »

ENS Atakpamé

Appel à candidatures pour la formation des élèves-professeurs

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche annonce un appel à candidatures pour recruter des élèves-professeurs non fonctionnaires à ... • (Page 11)



A L'ARRIÈRE DE LA BOX



SMS CANALBOX-TG

RETROUVEZ LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DE VOTRE BOX
POUR VOUS RÉABONNER ET INTRODUIRE VOS REQUÊTES COMMERCIALES



8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.

Mobile money

L'ARCEP prend acte de la suppression des frais de dépôt sur T-Money

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) confirme la suppression des frais de dépôt sur le service T-Money par Togo Cellulaire, effective depuis le 4 octobre 2024. Ces frais, introduits en mai 2024 et critiqués par les abonnés et associations de consommateurs, dépendaient de la distance entre le lieu de dépôt et celui du bénéficiaire. Après des discussions avec Togo Cellulaire et une enquête de satisfaction menée en juin 2024, l'ARCEP se félicite de cette décision, saluée par les utilisateurs.

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



L'ARCEP prend acte de la suppression des frais de dépôt sur T-Money

LOME, Togo, le 07 octobre 2024

Suite à l'introduction sur son service T-Money des frais de dépôts dont le montant dépend de la distance entre le lieu du dépôt et celui du bénéficiaire, l'ARCEP a été interpellée dès le mois de mai 2024 par les abonnés et les associations de consommateurs contre une telle pratique. Ceci ressort également de l'enquête de satisfaction client conduite par l'ARCEP du 3 au 23 juin 2024.

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) a, entamé dès juin 2024 jusqu'à octobre 2024 des discussions avec Togo Cellulaire, relatives à ces nouveaux frais appliqués sur les services de dépôt du service T-Money.

L'ARCEP prend ainsi acte, avec satisfaction, de la suppression par Togo Cellulaire depuis ce 04 octobre 2024, des frais de dépôts sur les comptes T-Money.

Le communiqué de presse peut être consulté sur :
<https://arcep.tg/wp-content/uploads/2024/10/CP20241007-Frais-Tmoney.pdf>




CERTIFIÉE ISO 9001-2015

4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema - Cité OUA - Immeuble ARCEP - BP 358 Lomé, Togo
Tél : +228 22 23 63 80 Fax : +228 22 23 63 94 www.arcep.tg arcep@arcep.tg

AUX DECIDEURS ...

De la résilience de l'économie togolaise

Le Togo continue de montrer des signes remarquables de résilience économique, malgré un environnement international perturbé par la pandémie de COVID-19 et les crises géopolitiques. La récente session ordinaire du Conseil National du Crédit (CNC), tenue le 4 octobre 2024 à Lomé a été l'occasion de faire un point détaillé sur la situation économique et financière du pays. Les conclusions de cette réunion révèlent un pays en pleine transformation économique, mais qui reste confronté à des défis importants, en particulier dans le secteur financier.

Le premier enseignement de cette session est la confirmation de la solidité de l'économie togolaise. En dépit des chocs externes, le Togo enregistre une progression constante de son taux de croissance économique, attendu à 6,6% en 2024 après avoir atteint 6,4% en 2023 et 5,8% en 2022. Cette performance est attribuée aux réformes engagées dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, une stratégie qui vise à moderniser l'économie et à diversifier les sources de croissance.

Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle moteur dans cette dynamique, soutenu par les initiatives gouvernementales dans les domaines de l'infrastructure, des services financiers et du commerce. Cette dynamique de croissance est également renforcée par une augmentation des crédits accordés aux opérateurs économiques, qui ont atteint 1 968 milliards FCFA à la fin juin 2024, avec 90% de ces financements destinés au secteur privé.

Un autre point marquant de la session du CNC est l'avancée spectaculaire en matière d'inclusion financière. En 2023, 88% de la population togolaise avait accès aux services financiers, consolidant la position du pays comme leader régional en matière de bancarisation. Cet accès élargi aux services financiers a permis de stimuler les activités économiques, notamment dans le secteur informel et auprès des petites et moyennes entreprises (PME).

Si l'économie togolaise montre des signes de solidité, des menaces subsistent. La prolifération des structures illégales de collecte d'épargne, qui met en péril la stabilité du système financier, a été un sujet central de cette session du CNC. En réponse, un mécanisme d'alerte précoce est en cours de développement pour protéger les épargnants et renforcer la confiance dans le système financier. La création de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers (OQSF-TG) s'inscrit dans cette même logique de protection des usagers, en offrant un cadre pour évaluer et améliorer les services financiers offerts aux citoyens.

Les résultats de cette session du CNC montrent que le Togo est bien engagé sur la voie de la reprise économique et de la modernisation de son secteur financier. Les réformes entreprises ont permis de créer un environnement propice à la croissance, tout en renforçant la résilience du pays face aux chocs externes. Cependant, la poursuite des réformes est indispensable pour relever les défis qui subsistent, notamment en matière d'accès au financement pour les petites entreprises et les populations rurales.

Le renforcement des outils de régulation, comme l'OQSF-TG et le mécanisme d'alerte précoce, témoigne de la volonté des autorités togolaises de structurer davantage le secteur financier pour garantir sa stabilité à long terme. En parallèle, les efforts pour soutenir l'inclusion financière et améliorer l'accès au crédit dans les zones rurales sont essentiels pour encourager une croissance inclusive.

Si les résultats actuels sont encourageants, il ne faut pas sous-estimer les défis à venir. Le succès des réformes dépendra de la capacité du gouvernement à maintenir un environnement macroéconomique stable, tout en poursuivant les efforts pour diversifier les sources de croissance et améliorer la qualité des services publics.

En somme, le Togo se trouve à un moment charnière de son développement économique. Les avancées réalisées jusqu'ici sont notables, mais des efforts soutenus sont encore nécessaires pour garantir une croissance durable et inclusive. Le CNC, en tant qu'institution régulatrice, continuera de jouer un rôle clé dans cette dynamique en assurant la stabilité du secteur financier et en promouvant des réformes adaptées aux réalités économiques du pays.

M.T

Image du jour



CAISSE RÉGIONALE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE



FINCONNECT FINANCIAL SOLUTIONS

La CRRH-UEMOA opte pour la solution
« FinConnect-ERM™ : Enterprise Risk Management »
de FinConnect



Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Amélioration du climat des affaires

Le Togo s'illustre dans le premier rapport Business Ready

Le lundi 7 octobre 2024, lors de la cérémonie de présentation du premier rapport Business Ready (B-READY) de la Banque Mondiale à Lomé, Ablamba Ahoéfi Johnson, Secrétaire générale de la Présidence de la République, a réaffirmé l'engagement du Togo à poursuivre ses réformes économiques ambitieuses.

• Joël Yanclo

Le Togo se distingue déjà comme l'un des leaders en Afrique subsaharienne, notamment pour l'amélioration de son environnement des affaires. Le rapport B-READY 2024 remplace le célèbre programme Doing Business, introduisant une approche plus équilibrée et transparente pour évaluer l'environnement des affaires à l'échelle mondiale. Grâce à des réformes structurantes, le Togo figure parmi les 50 pays pilotes retenus pour cette première édition, aux côtés de 14 autres pays d'Afrique subsaharienne, dont la Côte d'Ivoire et le Ghana. Madame Johnson a insisté au cours de son intervention sur l'importance du secteur privé dans



la vision de développement économique du Togo, en tant que moteur d'innovation et de création d'emplois. Sous la direction du Président Faure Essozimna Gnassingbé, le gouvernement togolais a mis en place un cadre institutionnel et réglementaire favorable aux investissements. Le Togo a enregistré une solide croissance économique, avec un taux

de 6,4 % en 2023, attendu à 6,6 % en 2024, malgré les crises géopolitiques et sanitaires récentes.

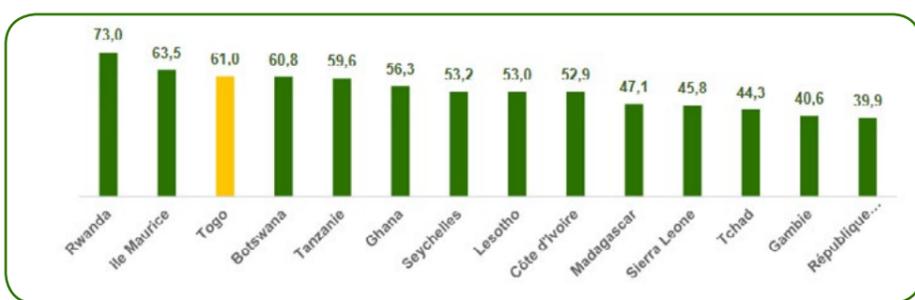
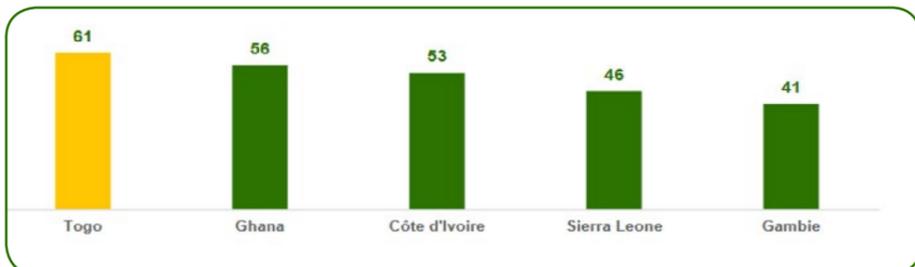
Le Togo au premier rang en Afrique de l'Ouest et au troisième en Afrique subsaharienne

Le rapport B-READY 2024 classe le Togo au premier rang en Afrique de l'Ouest et au troisième en Afrique subsaharienne pour l'attractivité de son cadre réglementaire, notamment dans la création d'entreprises, le règlement des litiges et les services d'utilité publique. Les réformes menées, telles que la

digitalisation des processus administratifs et la réduction des délais, ont renforcé la compétitivité des entreprises togolaises et facilité l'entrée des investissements étrangers. Le succès du Togo dans ce nouveau classement B-READY s'explique par une série de réformes efficaces, dont l'objectif est de moderniser l'économie et à la rendre plus com-

pétitive. En améliorant l'environnement des affaires, le pays attire davantage d'investissements, tant locaux qu'internationaux. Les domaines clés où le Togo excelle, comme la création d'entreprises et le règlement des litiges, reflètent un cadre favorable au développement du secteur privé. La digitalisation et l'amélioration des services publics ont aussi contribué à réduire les contraintes administratives. Cependant, malgré ces performances, le Togo fait face à des défis, notamment dans l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et dans l'extension des réformes aux zones rurales. Le gouvernement est conscient de ces enjeux et devra intensifier ses efforts pour garantir une croissance inclusive.

Le rapport Business Ready 2024 intervient dans un contexte mondial où les économies émergentes tentent de renforcer leur résilience face aux crises globales. Pour le Togo, les réformes entreprises sous l'impulsion du gouvernement s'inscrivent dans la Feuille de Route 2025, qui vise à transformer l'économie togolaise à travers une modernisation accrue et une diversification des sources de financement. Le cadre réglementaire amélioré et les partenariats solides avec le secteur privé démontrent que le pays se positionne comme un acteur régional de premier plan, prêt à poursuivre ses réformes malgré un environnement international incertain.



8ème Forum African Business & Social Responsibility Dr Edoh Kossi Amenounve désigné "Ambassadeur de l'année"

Lors de la 8e édition de l'African Business & Social Responsibility Forum, tenue à Abidjan du 2 au 3 octobre 2024, Dr Edoh Kossi Amenounve, Directeur général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), a été désigné "Ambassadeur de l'année".

● Junior Aredola

Cette distinction vient couronner son engagement en faveur de la promotion de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) sur le marché financier régional. Le 8ème African Business & Social Responsibility Forum a été le théâtre de la reconnaissance du travail de longue haleine mené par Dr Edoh Kossi Amenounve dans le domaine de la RSE. En lui attribuant le titre d'"Ambassador of the Year", le jury des Awards a salué à la fois son engagement personnel et la stratégie de la BRVM pour promouvoir la RSE auprès des entreprises cotées sur le marché financier ouest-africain. Depuis plusieurs années, la BRVM joue un rôle clé dans la diffusion des principes de la RSE à travers le marché financier régional. L'adhésion en 2016 à l'initiative Sustainable Stock Exchange (SSE) des Nations Unies a marqué une étape importante pour l'institution. Cette initiative encourage les marchés boursiers à adopter des pratiques favorisant l'investissement durable, la transparence et la bonne gouvernance. Sous la direction de Dr Amenounve, plusieurs actions ont été mises en place pour encourager les entreprises à intégrer la RSE dans leur stratégie. Parmi ces actions, la création en mars 2022 d'un code de



gouvernance pour les sociétés cotées, élaboré en collaboration avec la Société financière internationale (IFI), ainsi que la révision du Règlement Général de la BRVM en juillet 2022. Ce nouveau cadre impose aux entreprises cotées de publier des rapports sur leurs initiatives en matière de RSE. La désignation de Dr Amenounve en tant qu'Ambassadeur de l'année reflète la montée en puissance de la RSE dans les stratégies d'entreprise, particulièrement sur le marché financier ouest-africain. La BRVM a su se positionner comme un acteur de premier plan dans ce domaine, en incitant les sociétés cotées à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement et à mettre en avant la transparence. Cette reconnaissance est aussi un signal fort envoyé aux entreprises de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les encourageant à s'engager davantage en

matière de responsabilité sociale. La mise en œuvre du cadre réglementaire et l'adhésion aux standards internationaux, comme ceux du SSE, illustrent la volonté de la BRVM de concilier performance financière et développement durable. Le contexte mondial actuel pousse de plus en plus d'entreprises et d'institutions financières à intégrer les enjeux de développement durable dans leurs activités. En Afrique, où les défis liés à l'environnement et à la gouvernance sont prégnants, la promotion de la RSE est devenue un axe central pour le développement économique durable. En tant que première bourse de la région à s'engager dans l'initiative SSE des Nations Unies, la BRVM joue un rôle déterminant dans cette dynamique. Dr Edoh Kossi Amenounve, par son leadership, a su mobiliser les acteurs du marché régional autour de la RSE, permettant à la BRVM de se hisser parmi les places boursières influentes sur le continent dans ce domaine. Sa distinction lors de l'African Business & Social Responsibility Forum réaffirme l'importance de la RSE dans le développement des entreprises africaines et leur attractivité sur les marchés internationaux.



Renforcement du secteur agricole togolais Des mécanismes financiers et matériels pour booster la production

Dans le cadre de la campagne agricole 2023-2024, le gouvernement togolais, via le Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA), a mis en place une série de mesures visant à soutenir les agriculteurs et dynamiser le secteur.

A hauteur de 1,33 milliard FCFA, des financements ont été mobilisés pour appuyer les producteurs, démontrant l'engagement des autorités à transformer l'agriculture dans le cadre de la feuille de route gouvernementale Togo 2025. En plus des aides financières, des ressources matérielles ont été octroyées aux agriculteurs, notamment 24 tracteurs, remboursables en nature ou en numéraire sur une période de quatre ans. Ce programme a été complété par l'accès facilité aux crédits intrants, notamment grâce à la Plateforme Industrielle d'Adetikopé, qui a permis la distribution de 2 400 tonnes de semences de soja et 20 000 litres de biostimulants. D'autres mécanismes, tels que le FSRP, ProMIFA et PRIMA, ont été déployés pour offrir subventions, prêts et garanties,

permettant aux producteurs de solliciter des ressources financières dans un cadre sécurisé. De plus, la création de la Direction de l'entrepreneuriat et du financement agricoles (DEFA), annoncée lors du Forum des Producteurs Agricoles du Togo (FOPAT) en avril 2023 et lancée officiellement en mai, vise à renforcer l'accès au crédit agricole. Par ailleurs, la campagne agricole inclut un volet dédié à l'élevage

avec la création de Zones d'aménagement pour la production bovine (ZAPB). Dix sites ont été identifiés, dont deux ranches sécurisés, couvrant 4 250 hectares sur les 5 000 prévus. Cette initiative a pour objectif d'augmenter la production de viande et de produits laitiers, contribuant ainsi à l'amélioration de la sécurité alimentaire nationale.

Hélène Martelot



Tourisme

Vers la création d'un label "Togo Site Touristique"

Au Togo, le gouvernement prévoit la mise en place d'un label "Togo Site Touristique" afin de valoriser les sites touristiques nationaux et d'établir un cadre de qualité de référence dans ce secteur. Ce projet s'inscrit dans les réformes envisagées par l'exécutif dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Ce label vise à offrir une distinction aux sites touristiques togolais, les positionnant comme des destinations attractives pour les touristes locaux et internationaux. Selon le "Rapport de mise en œuvre des réformes au premier semestre 2024", récemment publié par le Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers, les critères de labellisation ont déjà été définis et un comité ad hoc, impliquant diverses institutions nationales spécialisées dans la qualité, est en cours de formation. Cette initiative inclut une analyse comparative des labels touristiques dans d'autres pays africains et développés. L'objectif est d'aligner le Togo sur les meilleures pratiques interna-



tionales. En parallèle, il est prévu de digitaliser la procédure de classement des établissements d'hébergement touristique et de demande d'agrément. "Cette activité permettra d'augmenter le nombre d'opérateurs touristiques agréés et classés", indique le rapport. De plus, une loi sera adoptée pour mieux organiser le secteur du tourisme en tenant

compte des évolutions récentes, tout en harmonisant les stratégies de développement et de promotion. Parmi les modifications majeures, le secteur du tourisme, détaché récemment du ministère de la culture, devrait être géré par un "haut-commissariat", à mettre en place, selon l'annonce du nouveau gouvernement au Togo.

Avec Togo First

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimé Le Togo en chiffres Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo			
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (franchise annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (franchise annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Solde courant externe (en % du PIB)					
2016	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
2017	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Afrique de l'Ouest**Des experts à Lomé pour l'adoption du protocole sur le Littoral**

Le 10 octobre 2024, à Lomé, la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) organise une réunion des Ministres et des Autorités chargés de l'environnement de l'Afrique de l'Ouest, de la Mauritanie et de Sao Tomé-et-Principe. Les discussions porteront sur l'adoption du Protocole d'Accord pour la création de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA) et sur la mise en œuvre des textes relatifs à la gestion des zones côtières. Les Ministres examineront également le Plan d'Action Régional Stratégique des Investissements (PARSI) pour renforcer la résilience des communautés littorales.

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

**COMMUNIQUE DE PRESSE****REUNION DES MINISTRES ET DES AUTORITES CHARGES DE L'ENVIRONNEMENT
DES ETATS D'AFRIQUE DE L'OUEST, DE LA MAURITANIE ET DE
SAO TOME ET PRINCIPE**

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine organise, le 10 octobre 2024 à Lomé, la réunion des Ministres et des Autorités chargés de l'environnement sur l'observation du littoral, la biodiversité et les aires protégées d'Afrique de l'Ouest.

La cérémonie d'ouverture de la session aura lieu le jeudi 10 octobre 2024, à l'hôtel du 02 Février à Lomé, à partir de 9 heures.

Au cours de leurs travaux, les Ministres examineront le Protocole d'Accord relatif à la mise en place de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA) en vue de son adoption.

Les Ministres échangeront également sur la mise en application des textes sur la gestion des zones côtières et marines et le Plan d'Action Régional Stratégique des Investissements (PARSI), en vue de renforcer la résilience des communautés littorales et des zones côtières d'Afrique de l'Ouest.

La Stratégie régionale de gestion des aires protégées et conservées d'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2050, la sécurisation et la problématique de privatisation de la gestion des aires protégées en Afrique de l'Ouest font aussi partie de l'agenda de la réunion.

Cette session ministérielle sera précédée d'une rencontre des experts des Etats, les 08 et 09 octobre 2024.

Ouagadougou, le 07 octobre 2024

La Direction de la Communication

Plus d'informations sur l'UEMOA : <http://www.uemoa.int>

Contact presse : DCOMINFOS@uemoa.int
eepgbaka@uemoa.int

Conférence

Cotonou, capitale mondiale du coton

Depuis 2019, la Journée mondiale du coton se tient chaque 7 octobre. Cette année, cette célébration internationale se déroule au Bénin.

Le Bénin accueille ce 7 octobre, l'édition 2024 de la Journée mondiale du coton (JMC). Ce rendez-vous annuel instauré depuis 2019 se tient pour la première fois en terre africaine sous le thème «Le coton pour le bien de tous». La cérémonie de lancement s'est tenue à Cotonou au Sofitel en présence notamment de Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'OMC, de Eric Trachtenberg, directeur exécutif du Comité consultatif international sur le coton (CCIC), de Abdoulaye Bio Tchane, ministre d'État pour le Développement et la Coordination de l'Action gouvernementale (photo). Alors que cette nouvelle édition réunit aussi plusieurs acteurs de la chaîne de valeur du coton, Moussa Allassane Diallo, ministre



de l'Industrie et du Commerce du Mali et Coordinateur des pays du C4+ (Bénin, Mali, Tchad, Burkina Faso et Côte d'Ivoire), rappelle que la problématique des subventions dans la filière reste d'actualité malgré des tentatives engagées depuis le début des années 2000. «L'échec des négociations [visant à éliminer progressivement les subventions en faveur du coton à Cancun, NDLR] s'explique en partie par la dilution des

discussions relatives au coton dans le cadre général des négociations de l'agriculture. Dans ce contexte, les membres du C4 plus la Côte d'Ivoire estiment qu'il y a lieu de changer de paradigme en accordant la primauté au développement endogène par la transformation sur place du coton dans nos pays à travers la réalisation de projets structurants dans le secteur du coton tout en poursuivant la noble mis-

sion de lutter pour la réduction voire l'élimination des soutiens internes accordés par les pays développés et certains pays en développement à leur cotonculteurs. Le développement économique, durable, participatif et inclusif de nos pays ne se fera qu'avec l'industrie ou ne se fera pas. L'industrialisation de nos pays pour transformer nos matières premières notamment le coton afin de créer de la valeur ajoutée, des emplois n'est pas une urgence c'est une exigence», souligne-t-il. Abondant dans ce sens, Ngozi Okonjo-Iweala précise que les subventions mondiales ont été estimées à 8 milliards \$ en 2022/2023 par le CCIC. Il s'agit d'un montant en hausse de 66 % par rapport à l'année dernière dont l'essentiel provient de trois pays (Chine, USA et Inde). «Ces subven-

tions font baisser les prix mondiaux et portent préjudice aux producteurs du C4+. Nous devons faire face à la réalité. Au cours des 20 dernières années, les membres de l'OMC n'ont pas fait suffisamment de progrès que ce soit dans le cadre plus large des négociations sur l'agriculture ou sur la question spécifique des subventions et des tarifs visant le coton. Les distorsions qui persistent sur les marchés internationaux continuent d'empêcher la participation équitable de nombreux pays producteurs de coton. C'est un échec collectif des membres de l'OMC que nous devons affronter», reconnaît-elle. De son côté, M. Tchane a insisté sur l'importance des chaînes de valeur du coton et a appelé à mettre un accent particulier sur les producteurs qui fournissent la matière

première au circuit mondial de la fibre. «Il est important que cette édition de la journée mondiale célèbre non seulement le coton, mais également et aussi l'approfondissement des travaux sur la diversification des produits du coton. Elle doit dire à tous les paysans qu'il y a un espoir et des perspectives dans cette filière», a-t-il plaidé durant son allocution d'ouverture de l'évènement. Au programme de cette journée, des conférences plénières et thématiques qui devraient rassembler une centaine de participants. Pour rappel la région Afrique de l'Ouest-Centrale est le 3ème exportateur mondial de coton derrière le Brésil et les USA. Elle compte pour 50 % de la production africaine et 4 % de l'offre mondiale.

Avec Agence Ecofin

Croissance du secteur privé

BII et Ecobank Sierra Leone partagent les risques pour 25 millions de dollars

British International Investment (BII), l'institution financière de développement et investisseur d'impact du Royaume-Uni, a annoncé lundi 07 octobre 2024, un mécanisme de partage des risques de 25 millions de dollars avec Ecobank Sierra Leone pour stimuler la croissance du secteur privé dans les secteurs à fort impact de l'économie.

• Wilson Lawson

Le mécanisme de partage des risques, qui comprend un programme complet d'assistance technique, aidera Ecobank à accroître ses prêts aux entreprises ambitieuses dans un marché frontalier où la croissance économique est entravée par le manque de capitaux et d'investissements. Le secteur privé est essentiel à l'économie de la Sierra Leone et se compose principalement de petites et moyennes entreprises (PME), qui emploient environ 70 % de la population. Cependant, elles ont du mal à accéder aux capitaux en raison de divers facteurs, notamment la disponibilité limitée de produits financiers adaptés, les exigences élevées en matière de garanties, les taux d'intérêt élevés et la prévalence des prêts à court terme. Cette nouvelle facilité permettra de financer des prêts en monnaie locale, démontrant la capacité de BII à agir en tant que pionnier sur les marchés frontaliers et à avoir un impact grâce à des stratégies innovantes de gestion des risques. L'investissement aidera Ecobank Sierra

Leone à développer son portefeuille de prêts en augmentant les limites de crédit et en étendant les échéances de prêt jusqu'à cinq ans, ce qui n'est pas possible autrement sur le marché. Cela devrait stimuler la croissance des entreprises, créer davantage d'emplois et accroître la contribution du secteur privé à l'économie sierra-léonaise. L'investissement de BII vise à stimuler la croissance économique et le développement en ciblant des secteurs critiques tels que les énergies renouvelables, l'agriculture, l'agro-industrie, les infrastructures et l'industrie manufacturière. Cette annonce s'appuie sur une facilité de financement du commerce de 50 millions de dollars entre BII et Ecobank en 2021, qui a aidé la banque à approfondir sa portée à travers l'Afrique et à soutenir les chaînes d'approvisionnement sur les marchés frontaliers tels que le Burkina Faso, le Tchad et le Togo. La ministre britannique du Développement, Anneliese Dodds, a déclaré : « Je suis ravie de voir BII annoncer ce nouveau dispositif de partage des risques avec Ecobank Sierra

Leone. Cet accord soutiendra les prêts en monnaie locale, apportant des capitaux indispensables aux secteurs à fort impact sur le développement, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la croissance économique. Il s'agit d'un nouvel exemple de l'innovation de BII pour faire face aux risques et permettre le développement sur les marchés frontaliers. » Sebastian Ashong-Katai, Directeur Général d'Ecobank Sierra Leone, a déclaré : « Nous sommes ravis d'avoir obtenu le soutien de British International Investment pour renforcer la capacité de prêt vitale d'Ecobank aux entreprises sierra-léonaises qui sont le moteur de la croissance, du développement économique et de l'emploi de notre pays. Cela renforce encore notre volonté d'être la banque de choix des entreprises sierra-léonaises et met à profit notre offre de produits, services et solutions de classe mondiale, notre plateforme numérique panafricaine sans frontières et nos formations aux compétences commerciales qui sont conçues pour les aider à développer davantage leurs activités. »

Banque africaine de développement

Bajabulile Swazi Tshabalala quitte ses fonctions de Vice-présidente principale du Groupe

Mme Bajabulile Swazi Tshabalala, Vice-présidente principale du Groupe de la Banque africaine de développement, a démissionné de ses fonctions avec effet immédiat.



• Nicole Esso

Evouant sa démission, Mme Tshabalala a déclaré : « Suite à l'approbation par le gouvernement sud-africain de ma candidature au poste de président de la Banque africaine de développement en 2025, j'ai pris la décision de démissionner immédiatement de la Banque. Cette décision est conforme aux règles et règlements de la Banque, et vise à éviter tout conflit d'intérêt potentiel dans le cadre de ma candidature ». « J'ai été très honoré d'assumer la fonction de Vice-présidente principale de la première institution financière d'Afrique. J'ai eu

l'honneur de travailler sous la direction du Président Adesina, que je remercie pour son leadership et pour son soutien indéfectible. Je lui souhaite le meilleur pour le reste de son mandat à la tête de la Banque africaine de développement. Il n'a ménagé aucun effort pour permettre à la Banque d'atteindre ses objectifs et il peut en être fier. Je suis persuadé que le reste de son mandat sera jalonné de nouvelles distinctions », a poursuivi Mme Tshabalala. De nationalité sud-africaine, Mme Tshabalala a rejoint la Banque africaine de développement en 2018 en tant que Vice-présidente en charge des finances et Responsable financière du Groupe de la Banque et a été nommée

Vice-présidente principale en novembre 2021. Le Président de la Banque et Président des conseils d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi Adesina, a déclaré : « Mme Swazi Tshabalala a été un membre très important de la haute direction de la Banque. Je la félicite pour sa contribution significative aux activités de la Banque au cours des six dernières années, notamment les actions qu'elle a accomplies au sein de l'équipe de direction pour mener à bien nos opérations. Je la remercie pour son travail exemplaire et les services qu'elle a rendus au Groupe de la Banque africaine de développement ».

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 7 octobre 2024

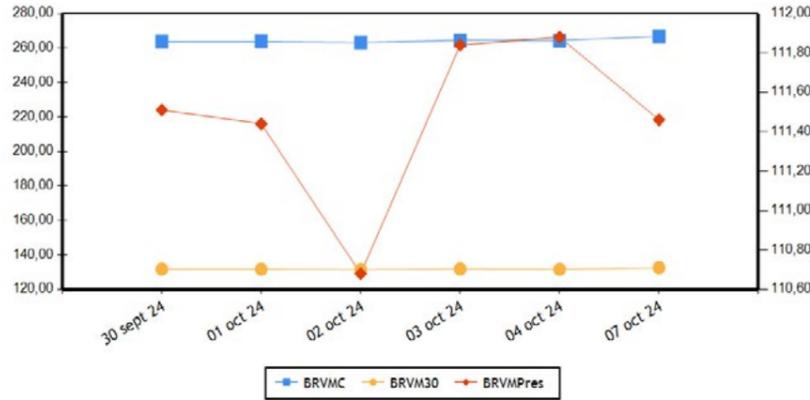
N° 191

BRVM COMPOSITE	266,63
Variation Jour	0,89 %
Variation annuelle	24,51 %

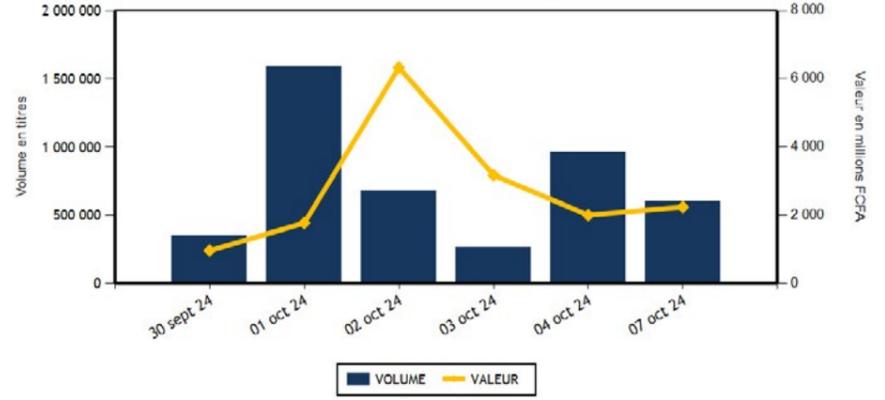
BRVM 30	132,57
Variation Jour	0,71 %
Variation annuelle	22,92 %

BRVM PRESTIGE	111,46
Variation Jour	-0,38 %
Variation annuelle	9,85 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 678 188 160 909	0,89 %
Volume échangé (Actions & Droits)	431 927	-52,71 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	671 018 657	-55,53 %
Nombre de titres transigés	42	-4,55 %
Nombre de titres en hausse	14	16,67 %
Nombre de titres en baisse	15	-25,00 %
Nombre de titres inchangés	13	8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 612 305 181 182	-0,07 %
Volume échangé	169 323	238,55 %
Valeur transigée (FCFA)	1 576 116 100	215,93 %
Nombre de titres transigés	6	100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	2 170	7,43 %	47,12 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 495	7,33 %	66,61 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-10,53 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	10 195	6,20 %	47,86 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 845	4,83 %	-30,11 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 115	-7,03 %	11,32 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	500	-6,54 %	-39,76 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	645	-6,52 %	35,79 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 175	-4,81 %	-13,00 %
SITAB CI (STBC)	7 000	-4,11 %	17,75 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,46	-0,38 %	9,85 %	133 569	360 550 070	8,09
BRVM-PRINCIPAL	36	132,64	1,75 %	27,59 %	298 358	310 468 587	12,45

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	123,89	1,45 %	22,63 %	27 528	115 931 045	18,44
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	716,00	0,82 %	34,72 %	14 923	117 992 415	10,12
BRVM - FINANCES	15	101,20	1,30 %	17,10 %	315 523	305 855 982	5,96
BRVM - TRANSPORT	2	356,02	-3,24 %	7,57 %	10 639	15 509 655	4,62
BRVM - AGRICULTURE	5	174,43	1,45 %	7,97 %	21 661	73 445 485	12,26
BRVM - DISTRIBUTION	7	333,75	-1,59 %	1,69 %	41 571	42 227 075	43,88
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	1,45 %	-22,22 %	82	57 000	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,41
Taux de rendement moyen du marché	8,82
Taux de rentabilité moyen du marché	10,80
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	155
Volume moyen annuel par séance	409 550,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 211 756 860,24

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	19,47
Ratio moyen de satisfaction	14,48
Ratio moyen de tendance	74,38
Ratio moyen de couverture	134,45
Taux de rotation moyen du marché	0,04
Prime de risque du marché	3,86
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Pétrole

Le prix du baril franchit le seuil des 80 dollars

Ce lundi, le baril de Brent a franchi le seuil symbolique des 80 dollars. Et la régionalisation du conflit opposant Israël au Hamas pourrait pousser le prix du baril au-delà de 85 dollars, selon certains experts. Malgré tout, d'autres spécialistes restent plus prudents quant à un possible emballement du prix du baril.



Les cours du pétrole montent ce lundi, un an exactement après l'attaque du mouvement islamiste palestinien Hamas en Israël, qui a entraîné la guerre dans la bande de Gaza. Vers 17h30 (heure à Paris), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 2,63% et franchissait la barre symbolique des 80 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, gagnait 2,85%, à 76,5 dollars. Vendredi dernier, cette même tendance s'observait déjà. Vers 19 heures à Paris, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 1,14% à 78,77 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, gagnait à la même heure 1,35% à 74,99 dollars. « Ce ne serait pas étonnant de voir les prix grimper rapidement au-delà des 85 dollars à la moindre intensification du conflit », a estimé ce lundi auprès de l'AFP, Stephen Innes, analyste chez SPI Asset Management, pour qui la barre des 100 dollars est « loin d'être infranchissable ».

Une hausse modérée

Pour l'heure, la hausse des prix du pétrole est « relativement modérée par rapport aux 90 dollars le baril, il y a deux mois », a nuancé à La Tribune

Philippe Chalmin, professeur d'histoire économique à l'université Paris-Dauphine et spécialiste des matières premières. Même son de cloche pour Olivier Gantois, président de l'Ufip Énergies et Mobilités, qui observait qu'il n'y avait « pas d'emballement des prix pétroliers ». Et ce, même si le prix du baril a augmenté de près de 10% en dix jours. « Les variations de prix étaient beaucoup plus violentes lorsque la Russie, troisième producteur mondial, avait envahi l'Ukraine en février 2022 », notait-il, rappelant que le baril était passé de 70 à 120 dollars. Et d'ajouter qu'en l'état, « les marchés pétroliers ne prédisent pas ou ne croient pas en un embrasement plus généralisé dans la région, avec des conséquences qui seraient très significatives sur la disponibilité de pétrole brut au niveau mondial », analyse Olivier Gantois.

Le conflit israélo-palestinien comme première cause

Les raisons de ce cours du pétrole haussier, et à son plus haut niveau depuis plus d'un mois, sont multiples. La première est l'incertitude liée au conflit israélo-palestinien, dont « aucune issue ne se profile pour le conflit qui risque de s'étendre davantage », indique à l'AFP ce lundi Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown. Les investisseurs craignent en effet une attaque d'Israël sur les infrastructures iraniennes qui couperait l'approvisionnement d'un des dix plus grands producteurs de pétrole. Mais l'Iran, qui a produit 3,4 millions de ba-

rils par jour en août selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), n'a pas non plus intérêt à une escalade, et en serait « la première victime », selon Philippe Chalmin. En parallèle, la publication vendredi d'un rapport sur le marché de l'emploi américain, plus solide que prévu, rassure les marchés sur la capacité à accroître la demande de pétrole mondiale, déprimée depuis plusieurs mois par le ralentissement de l'économie chinoise.

La demande chinoise tire les prix vers le bas

Si la hausse des prix du pétrole est pour l'instant contenue, c'est aussi parce que « dans le même temps, les marchés craignent un ralentissement de la croissance de la Chine, qui cesserait d'augmenter ses besoins en pétrole brut, ce qui ferait baisser les prix », complétait Olivier Gantois. Pour rappel, la Chine est en proie à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, une confiance morose des ménages et des entreprises, qui pénalise la consommation, tandis que les tensions géopolitiques avec Washington et l'Union européenne menacent son commerce extérieur. Résultat, « les craintes de ralentissement de la Chine sont presque aussi importantes que les craintes d'un embrasement au Moyen-Orient », selon le président de l'Ufip Énergies et Mobilités, chercheur.

(Avec AFP)

Chevron

La major pétrolière vend 6,5 milliards d'actifs au Canada

Le groupe américain de pétrole et de gaz Chevron a cédé pour 6,5 milliards de dollars plusieurs actifs dans l'Est du Canada, dont ses intérêts dans des champs de sables bitumineux ainsi que de gaz et de pétrole de schiste, à la société Canadian Natural Ressources.

C'est une opération importante. La major pétrolière américaine Chevron vend pour 6,5 milliards de dollars d'actifs au Canada. Cette transaction porte sur la participation de 20% de Chevron dans le champ de sables bitumineux d'Athabasca, ainsi que sur ses 70% dans le champ d'exploitation de gaz et de pétrole de schiste de Duvernay. Des champs situés dans l'Alberta et qui ont représenté en 2023 pour l'entreprise une production de 84.000 barils équivalent pétrole, nets de royalties. Techniquement, cette opération, réalisée intégralement en numéraire, est rétroactive au 1er septembre. Elle devrait - sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires - être finalisée d'ici la fin de l'année. Une vente qui n'a guère fait réagir la Bourse de New York. Vers 17h10 (heure de Paris), l'action grimpait seulement de 0,56% (151,5 dollars). Pour l'entreprise américaine, cette cession s'inscrit dans son plan de vente d'actifs - entre 10 et 15 milliards - d'ici 2028 pour « optimiser son portefeuille mondial ». Un apport de cash qui semble bienvenue. Pour la major a vu son bénéfice net en repli de 26% au deuxième



trimestre de cette année. Entre avril et juin, le groupe a enregistré un résultat net de 4,4 milliards de dollars, contre 6 milliards un an plus tôt, lesté par des marges de raffinage en recul. Un ralentissement pour Chevron qui s'explique notamment par un net repli de son activité raffinage et distribution. Aux Etats-Unis, celle-ci a généré un bénéfice de 280 millions de dollars au deuxième trimestre, en chute de 74% « principalement en raison de la baisse des marges sur les ventes de produits raffinés et de la hausse des charges d'exploitation », selon le groupe américain. Même tendance à l'international, avec un bénéfice en recul de 26% à 317 millions de dollars au deuxième trimestre, lui aussi rogné par la baisse des marges.

Des dirigeants de Chevron optimistes

En dépit d'une situation tendue, les dirigeants de Chevron ne semblent pas inquiets pour la suite. « Malgré les récents arrêts opérationnels et la baisse des marges, nous restons prêts à générer une croissance significative des bénéfices et des flux de trésorerie à long terme », a affirmé Mike Wirth, PDG de Chevron, dans un communiqué. Preuve que Chevron devrait vite retrouver la croissance, la production de la major pétrolière a, malgré un repli des marges, augmenté de 11% au deuxième trimestre, grâce notamment à l'intégration de PDC Energy, entreprise américaine rachetée l'an dernier. Chevron mise aussi sur la productivité de ses sites dans le bassin Permien américain (bassin sédimentaire riche en hydrocarbures de l'ouest du Texas et au sud-est du Nouveau-Mexique) et dans le bassin de Denver-Julesburg (du Colorado au Kansas).

(Avec AFP)

Telecom Italia

Sparkle reçoit une nouvelle offre significative

Parmi les seules entreprises de câbles sous-marins européennes, Sparkle est considérée comme stratégique par le gouvernement italien. Ce dernier se porte acquéreur, aux côtés du fonds espagnol Asterion

Une affaire qui promet de rapporter gros à l'opérateur italien historique. Telecom Italia (TIM) a annoncé mercredi avoir reçu une offre non contraignante de 700 millions d'euros pour l'achat de son unité de câbles sous-marin Sparkle, de la part du ministère italien des Finances et du fonds espagnol Asterion. Le ministère italien des Finances a confirmé dans un communiqué la présentation d'une offre conjointe avec Retelit, une société italienne détenue par le fonds d'investissement espagnol. Pour rappel, en février, Rome avait soumis une première offre d'un montant de 625 millions d'euros. Telecom Italia l'avait alors jugé « insuffisante ». Le groupe avait aussi refusé en novembre une offre du fonds d'investissement américain KKR que le conseil d'administration de TIM avait jugé trop basse. « La proposition [du ministère



italien des Finances, ndr], qui reconnaît une valeur d'entreprise de 700 millions d'euros pour Sparkle, sera valable jusqu'au 15 octobre et sera soumise à l'examen du conseil d'administration de TIM », a indiqué dans un communiqué l'opérateur italien, dont le principal actionnaire est le géant français des médias Vivendi.

Sparkle, une entreprise stratégique

L'exécutif italien souhaite s'assurer le contrôle de Sparkle, qu'il considère comme une entreprise stratégique pour le pays. Elle possède en effet un réseau de fibre s'étendant sur plus

de 600.000 kilomètres à travers le monde. Par ailleurs, environ 99% des communications intercontinentales transitent via ces câbles sous-marins, ce qui en fait des cibles privilégiées pour les opérations d'espionnage, voire de sabotage. Sur le marché, Sparkle est l'un des rares grands acteurs européens du secteur, ses rivaux étant le français Orange, le britannique Vodafone et l'espagnol Telxius. Présent dans 33 pays, le groupe Sparkle possède quelques câbles en propre, mais surtout des participations dans des artères reliant l'Europe aux Etats-Unis, à l'Amérique du Sud, à l'Afrique et à l'Asie.

(Avec AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODES	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
Forum d'Afreximbank	07 au 06 septembre 2024	Dakar Sénégal	Afreximbank et GIABA
Salon EMEC EXPO 2024	11 au 13 septembre 2024	Foire Internationale de CASABLANCA OFEC	
4 ^{ème} édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
Forum Investir en Guinée	18 septembre 2024 en ligne		
Forum Transport de la BAD	18 au 19 septembre 2024	Abidjan Côte d'Ivoire Sofitel Hôtel	
Nairobi : Africa Forum 2024	24 au 25 septembre 2024		BII Global
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Financial Summit AFIS 2024	09 au 10 décembre 2024	Casablanca Maroc	Groupe Jeune Afrique

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Votre équilibre financier sera affecté par les mauvaises combinaisons formées par Pluton. Vous aurez vraiment intérêt à faire attention. Vous serez très probablement mis dans l'obligation de faire face aux conséquences de votre récent comportement pécuniaire. Si vous avez été raisonnable et organisé, vous vous en sortirez sans dommage ; mais tous les natifs qui se sont surendettés ou qui ont oublié de payer factures ou contraventions, vont voir arriver la note !

Taureau Journée délicate financièrement. Faites le dos rond pendant toute la journée et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Gémeaux Vous vous souciez de votre situation matérielle actuelle. Sachez que vous entamerez ce jour une période plutôt favorable. Ne soyez pas impatient, la consolidation de votre situation ne pourra se faire que lentement et à condition que vous fassiez preuve de rectitude et de fair-play. Les astres verront d'un très mauvais oeil toute précipitation ou toute tentative d'atteindre votre objectif par des méthodes douteuses.

Cancer Jupiter en aspect favorable va vous aider à améliorer votre équilibre budgétaire. Une rentrée d'argent surprise est même possible pour certains. Mais attention à cet aspect de Neptune : ne prenez pas trop de risques, et évitez les dépenses exagérées.

Lion Sur le plan pécuniaire, vous bénéficierez d'une certaine chance et trouverez des solutions futées pour mieux gérer votre budget. Mais restez toujours vigilant pour ne pas vous lancer dans des achats ruineux.

Vierge Ce sera le moment de vous consacrer à vos problèmes financiers. Calculez, faites des projets pour colmater les brèches dans votre patrimoine ou votre compte bancaire. Mais le plus important sera d'être extrêmement circonspect dans vos dépenses : une imprudence pourrait avoir de graves conséquences à long terme. Pensez à faire des économies, sachant qu' "épargne de bouche vaut rente de pré" (proverbe français).

Balance Cet aspect de Neptune intéresse directement vos finances et annonce une période particulièrement satisfaisante dans ce domaine. Il peut vous permettre de gagner de l'argent sans difficulté, par un travail qui, s'il n'est pas forcément passionnant, s'avérera facile et bien rémunéré. Il faut dire aussi que cette planète réveille en vous des envies de confort, pour ne pas dire de luxe. Votre appétit pour les possessions matérielles sera plus vif, plus déterminé.

Scorpion Vous traverserez une journée tout à fait défavorable sur le plan matériel. Ce ne sera absolument pas le moment de vous lancer dans les affaires. En plus de votre manque de jugement et de clairvoyance, vous aurez tendance à vous montrer intolérant, ce qui est susceptible de vous causer quelques déboires.

Sagittaire Pour nombre de natifs, des questions d'héritage pourront créer des frictions et des tensions avec la proche famille, chacun ayant son idée fixe à ce sujet. Ne précipitez rien, réfléchissez longuement et n'hésitez pas à demander conseil auprès d'amis désintéressés. De toute manière, le temps arrangera tout cela, et au mieux de vos intérêts.

Capricorne Les finances seront bonnes. Vous n'aurez pas trop de souci à vous faire, et vous pourriez même toucher des arriérés si on vous doit de l'argent. Mais pour certains natifs, une question d'héritage sera source de contrariétés, et ils devront être très vigilants pour ne pas se faire déposséder.

Verseau Attention à Neptune en cet aspect ! Soyez attentif : des erreurs dans vos comptes sont possibles. Essayez également de prévoir soigneusement vos dépenses à l'avance au lieu de traîner dans les magasins sans trop savoir ce que vous voulez. Vous aurez en effet tendance à faire de mauvais choix.

Poisson Votre situation financière se stabilisera. Vous aurez sans doute moins de dépenses à faire, mais risquez en contrepartie de ne plus bénéficier des petites rentrées supplémentaires qui vous ont aidé ces derniers temps. Vous ne vous en plaindrez pourtant pas : raisonnable et bon gestionnaire, vous n'aurez aucun mal à retomber sur vos pieds.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

34ème anniversaire de l'unité allemande

Une réception pour célébrer l'événement au Togo

L'Allemagne a célébré sa fête nationale le jeudi 3 octobre dans les jardins de la résidence de l'Ambassadeur d'Allemagne au Togo à Lomé. Cet événement a été marqué au Togo par une réception, en présence des membres du gouvernement, du corps diplomatique et consulaire et diverses personnalités.

L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Dr Claudius Fischbach a salué la qualité des relations d'amitié et de coopération qui existent entre son pays et le Togo. Ces relations se traduisent dans les faits par le soutien allemand dans plusieurs projets à travers la GIZ et KfW pour le bonheur des populations togolaises.



l'énergie renouvelable et l'efficacité électrique », a-t-il relevé. L'ambassadeur a indiqué que le nord du Togo et la région des Savanes en particulier font de plus en plus l'objet d'une attention politique croissante.

depuis le début de cette année. Nous avons mis en place des programmes additionnels et des activités de plusieurs dizaines de millions d'euro pour améliorer la résilience de la population et lui permettre d'accueillir des réfugiés ainsi que des déplacés internes, pour promouvoir la cohésion sociale et fortifier la protection par les organes de sécurité », a dit l'ambassadeur.

Avec ATOP/TGB/BV

Fin de formation de la promotion 2022-2024 à l'ENFPE

408 élèves professeurs ont reçu leur attestation à Mango

408 pensionnaires sur 409 dont 55 garçons de la première promotion (2022-2024) de l'Ecole Normale de Formation des Professeurs d'Ecole (ENFPE) de Mango, avec un taux de réussite de 99,76%, ont reçu leur attestation de fin de formation au cours d'une cérémonie le samedi 5 octobre à l'ENFPE de Mango.

Cette cérémonie, synchronisée avec la journée mondiale des enseignants, a été présidée par le représentant du Ministre des Enseignements Primaire et Secondaire, M. Kirong Patibouyou, en présence du maire de la commune de l'Oti 1, Baboudou Seidou, des responsables de cette école, des autorités administratives, militaires et traditionnelles, des enseignants, parents et amis.



rence sur « Impact de la formation initiale et le rôle du professeur d'école dans la mise en œuvre d'une éducation de qualité au Togo » a été aussi animée par le directeur de l'ENFPE de Mango, Ayissa Komi Wola, ainsi qu'une exhortation de la population à collaborer avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) faite par le maire de la commune de l'Oti 1 afin de gagner la lutte contre l'extrémisme violent.

l'ENFPE-Mango. S'agissant de l'analyse des résultats, il ressort que sur 414 élèves qui ont démarré les cours en 2022, cinq ont abandonné pour raison de réussite au concours de la fonction publique et de décès. Ces élèves ont suivi quatre semestres de cours ponctués de quatre stages sur le terrain.

Avec ATOP/TT/GMM

École normale supérieure d'Atakpamé

Appel à candidatures pour la formation des élèves-professeurs

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche annonce un appel à candidatures pour recruter des élèves-professeurs non fonctionnaires à l'École Normale Supérieure d'Atakpamé pour la promotion 2024-2027. Cet appel s'adresse aux titulaires du baccalauréat, séries A, C, D et E, dans les disciplines suivantes : Anglais, Français, Histoire-géographie, Mathématiques, Physique-chimie et Technologie, Sciences de la vie et de la terre. La formation, d'une durée de trois ans, aboutira à l'obtention d'une Licence Professionnelle d'Enseignement (LPE). Les candidatures seront reçues du 9 au 25 octobre 2024.

Official communication from the Ministry of Higher Education and Research regarding the recruitment of non-functionary student-teachers for the 2024-2027 promotion at the Normal Superior School of Atakpamé. It lists the required documents and fees for candidates.

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Table titled 'Le Togo en chiffres' showing economic indicators for 2020 and 2021, including GDP, exports, and imports.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



BB LIGNE S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbline.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀